

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Des-documents-revelent-la-participation-de-l-entreprise-du-barrage-d-Itaipu-au-Plan-Condor/Documents-revelam-participacao-d-Itaipu-na>

Des documents révèlent la participation de l'entreprise du barrage d'Itaipu au Plan Condor/Documents revelam participação d'Itaipu na Operação Condor

Date de mise en ligne : dimanche 16 janvier 2005

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Plan Condor brésilien -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Une recherche menée dans les archives des Commissariats de la Police Fédérale de Foz do Iguaçu montre que durant la période de la dictature, l'Asesoría de Informaciones y Seguridad (Agence Informations et Sécurité) d'Itaipu a activement participé au réseau d'espionnage rassemblant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, le Chili et l'Uruguay

Par Aluizio Palmar

MTb 2512/PR

Texto em português é mais baixo

[Leer en español](#)

Dans l'édition du 7 octobre de l'Observatorio de la Prensa, le journaliste Cláudio Julio Tognolli expose les principales décisions prises pendant le séminaire organisé à Brasília par l'Association Brésilienne de Journalisme d'investigation (Abraji). Durant cet événement, qui a réuni des journalistes et des invités, on a débattu de la transparence et de l'accessibilité des informations considérées comme confidentielles.

Tognolli, qui est directeur de l'Abraji, écrit ironiquement dans son article que "il y a une lumière au bout du tunnel quand on parle de l'accès aux informations publiques au Brésil : la lumière est justement celle du train qui vient en sens inverse, prêt à renverser - avec les rigidités d'une bureaucratie médiévale- tout brésilien qui prétend se procurer des documents de l'État ".

Ce train en sens inverse cité par le président de l'Abraji, c'est le décret n° 4.553, instauré par Fernando Enrique Cardoso et appliqué par Lula, qui allonge les délais de classement des documents secrets, confidentiels et réservés, et prévoit le renouvellement indéfini pour documents ultras-secret.

Ce décret place le Brésil dans une situation de retard réel face à la Communauté internationale, alors qu'il viole le droit fondamental d'accès à l'information. Il est écrit dans l'article 5º, incise 33, de la Constitution : "Tout citoyen a le droit de recevoir des organes publics des informations de son intérêt propre, ou de l'intérêt collectif ou général, qui seront données en respect de la loi, sous peine de poursuites".

En plus, d'attenter aux droits des citoyens garantis par la Carta Magna, la peur de faire la transparence sur les actes gouvernementaux fut un obstacle quotidien pour les journalistes et autres professionnels.

Quand on explique faire des recherches sur des documents de la période de la dictature, on te dit alors : Dieu te garde ! À l'exception des archives des commissariats d'ordre politique et social, qui ont été ouverts par les gouvernements des provinces, au cours de la décennie 90, les autres continuent à être fermés à double tour.

Des classeurs et toujours plus de classeurs contenant des informations sensibles sont entreposés dans les antennes de police et les casernes militaires et dans d'autres lieux incertains et inconnus. Il n'est pas nécessaire d'aller loin pour trouver des exemples. Ici même, sous notre nez, dans les archives des Commissariats de la Police Fédérale de Foz do Iguaçu, mille de documents contiennent des informations importantes pour qui souhaite faire des recherches sur la période de la dictature. En particulier sur Foz do Iguaçu et la région Ouest, c'est là dans les archives de la Police Fédérale, dans la cave, où se trouvait auparavant la prison, que sont entreposés les documents sur la gauche, les mouvements sociaux, les conflits des paysans sans terre, la presse, les Indiens Avá-Guaranis, l'église et Itaipu.

Quant au barrage d'Itaipu, <http://www.itaipu.gov.br>, son Asesoría Especial de Seguridad e Informaciones (Agence

Spéciale de Sécurité et Informations)(AESI), a pendant quinze années épié et émis des rapports qui étaient systématiquement diffusés aux organes de répression de la dictature. De 1973 à 1988 l'agence fut un repère de militaires et de policiers tortionnaires qui appartenaient à la structure répressive de la dictature. Certains de ces agents agissaient à travers une structure parallèle qui était gérée par le consortium des constructeurs du barrage-Unicon.

Tant la structure formelle (AESI) que la partie clandestine avait leurs équivalents au Paraguay, où fonctionnait la version guaranie des "tonton macoute" [1]. Plusieurs villes dispersées au Brésil faisaient partie de l'organigramme de l'espionnage et de la répression du barrage, dont les principales bases opérationnelles étaient situées en Rio de Janeiro, Brasilia, Curitiba et Asuncion outre Foz y Ciudad del Este (à l'époque Ciudad Puerto Presidente Stroessner).

La participation d'Itaipu dans "l'Opération Condor" [2]

L'Asesoría Especial de Seguridad e Informaciones ne se limitait pas à épier les employés et les candidats à l'emploi dans l'entreprise binationale. Des habitants de Foz do Iguaçu et de sa région faisaient l'objet d'enquêtes et les paraguayens, argentins, uruguayens et Chiliens qui travaillaient à la construction du barrage étaient particulièrement surveillés.

La participation d'Itaipu dans l'Opération Condor peut être vérifiée dans plusieurs dossiers qui se trouvent dans les archives de la Police Fédérales de Foz do Iguaçu, comme par exemple, la note 031/76, de 15/12/76, envoyée par l'AESI brésilienne à son équivalent paraguayen. En tenant compte de la requête de leurs compagnons paraguayens, les sbires du général Costa Cavalcanti ont mis leurs agents sur la piste de l'orthopédiste médical et dirigeant du Movimiento Popular Colorado (Mopoco), Agustín Goiburú Gimenez.

Deux mois après avoir envoyé l'AESI/Itaipu, l'agence a informé les militaires paraguayens, que Goiburú -qui était exilé en Argentine et venait généralement Foz do Iguaçu voir des amis- avait disparu. Des années plus tard, le professeur paraguayen Martins Almada [3] a découvert pendant sa recherche dans les archives secrètes de la police de Stroessner, qu'Agostín Goiburú avait été enlevé et transféré au Paraguay, où il a été torturé à mort dans le Régiment d'Escorte Présidentielle, en Asuncion.

Pendant ma recherche dans les archives de la Police Fédérale, j'ai trouvé des copies de quelques documents qui confirment la participation des militaires, rattachés au Centre d'Informations de l'Armée (Ciex) et à l'Asesoría Especial de Informaciones d'Itaipu, à l'enlèvement et à la mort d'Agostín Goiburú. Comme mon accès aux archives de la Police Fédérale est sous condition restrictive, m'on ne a pas permis de faire des photocopies des documents. [4] Pendant les trois mois où a duré cette frénésie de documents ai-je rempli trois cahiers sur les informations que j'ai considérées les plus significatives.

Sur le cas Goiburú j'ai trouvé les documents suivants :

► Origine : Ciex

Commande de Recherche 0140/75

"Le Dr. Goiburú s'est enfui du territoire argentin où il était exilé et se trouve en territoire brésilien probablement à Foz do Iguaçu".

► Origine : SNI

Commande de Recherche 1664 - 10/11/76

"Est prévue l'arrivée à Foz dans la première quinzaine de septembre d'Eduardo Sardi, Agustín Goiburú, silvestre

Gomes et du Lieutenant Caselli."

► **Origine : S2**

1^o Bataillon des Frontières 11/2/77.

Relation d'éléments subversifs paraguayens à Foz do Iguaçu : Agostín Goiburú Gimenez, Tito Martinez, César Cabral, Rodolfo Mongelos Leguizamón, Eduardo Sardi Ostergag, Silvestre Gomes Caselli.

► **5^o Région Militaire**

Centre d'Informations de l'Armée (Ciex)

Rapport 0089/76

"Nous recevons des informations selon lesquelles se tiendra une réunion à Guaíra en la présence d'Aníbal Abatte Soley, Alejandro Stumpfs, Rodolfo Monjelos, Nielse Fernandes, Aluizio Ferreira Palmar, César Cabral, Epifânio, Tito et Xisto Fleitas".

► **Itaipu Binational [5]**

Asesoría Especial de Seguridad e Informaciones

(Agence Spéciale Sécurité et Informations)

Rapport 031/76, de de 15/12/76

Paraguayens subversifs à Foz do Iguaçu

a - Coordination de Sécurité informe que des subversifs paraguayens projetaient une réunion à Guaíra, qui n'a pas eu lieu. Un tel fait a été déjà confirmé par la Coordination de Sécurité du Paraguay, qui a envoyé à l'occasion des agents de recherche dans cette ville.

b - Il y a des indices pour que Goiburú et Aníbal Abatte Soley soient la même personne.

- 1. Goiburú est constamment vu en compagnie de compagnons d'Aníbal.
- 2. Tous les deux n'ont été jamais vus ensemble dans les réunions de l'organisation.
- 3. Goiburú fait des voyages Buenos Aires, à Foz do Iguaçu, Cambé et Ponta Porã et il voyage en compagnie de Tito Mendes. Aníbal a des affaires en Cuiabá.
- 4. Goiburú voyage avec des faux papiers et comme déguisement il utilise une perruque. Aníbal est constamment vu avec une perruca."

Mort dans la traversée à Port Iguazú

Plusieurs documents qui se trouvent dans les archives de la Police Fédérale de Foz do Iguaçu montrent la participation du barrage d'Itaipu dans l'Opération Condor. L'AESI entretenait une correspondance directe et régulière avec les organes de répression des dictatures argentine, paraguayenne, uruguayenne et le Chilienne. C'est le cas de différentes demandes d'informations sur des militants de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) marxiste et des péronistes de gauche, Montoneros, envoyées par les militaires argentins au département d'intelligence d'Itaipu.

Dans les archives de la Police Fédérale, des listes existent avec des noms de personnes qui travaillaient à la construction du barrage hydro-électrique. Pour s'occuper de leurs compagnons argentins, les militaires qui dirigeaient le service secret d'Itaipu ont élaboré un plan répressif nommé Opération Mesopotamia.

Commandée personnellement par le général Costa Cavalcanti et par le capitaine Roberto Henrique Helbling (ex-chef de la 2^a Section alors du 1^o Bfront) et ensuite par le colonel Bruno Castro de la Gracia l'opération a consisté en des recherches méticuleuses sur tous les Latino-Américains qui travaillaient sur le barrage. Dans le cadre de cette opération, plusieurs travailleurs suspectés d'être "subversifs" ont été livrés aux militaires argentins, comme ce fut le cas de Carlos Robert Albarracin. Sur lui et d'autres cas de nombreuses copies de documents émis par l'AESI/Itaipu existent dans les archives des Commissariats de la Police Fédérale de Foz do Iguaçu.

Autre exemple de la complicité qui existait entre les dictatures du Cône Sud: la mort des argentins Lílían Inês Goldemberg et Eduardo Gonzalo Escabosa, qui a eu lieu pendant leur traversée de Port Meira, près de Foz do Iguaçu, à Port Iguazú, en Argentine.

Samedi, 2 août 1980, Lílían, de 27 ans, blonde et mince, et son compagnon Eduardo, de 30 ans, ont embarqué dans la vedette Caju IV, pilotée par Antonio Alves Feitosa, connu dans la région comme "Tatu". Avant d'arriver côté argentin, deux policiers brésiliens qui étaient à bord ont ordonné au pilote d'arrêter la vedette et ont menacé le couple avec leurs armes.

Cernés, Lílían et Eduardo ont pu voir que d'autres policiers montaient à bord, provenant de la douane argentine. Ainsi quand ils se sont rendus compte qu'ils étaient tombés dans un piège, Lílían et Eduardo se sont agenouillés devant un groupe de religieux qui était à bord et ont crié qu'ils étaient l'objet de persécutions politiques et qu'ils préféraient mourir là que d'être torturés. Ils ont immédiatement ouvert un sac plastique, pour en sortir des comprimés, qu'ils ont avalés en buvant l'eau trouble de la Rivière Parana. Ils sont morts en trente secondes, empoisonnés par une forte dose de cyanure.

Les religieux italiens ont disparu. "Tatu" a été convoqué à la Capitainerie des Ports de Foz do Iguaçu et à la Préfecture Navale de Port Iguazú et on lui a conseillé d'oublier la mort des jeunes argentins qui avait eu lieu dans sa vedette.

En couvrant cette affaire, à l'époque pour le magazine O Globo, je suis allé à la Capitainerie des Ports pour savoir quelles mesures les autorités navales de Foz do Iguaçu allaient prendre ; si une information judiciaire allait être ouverte, comme c'est l'usage dans ce type d'événement. La réponse que j'ai reçue fut courte et grossière. Le fonctionnaire qui m'a reçu m'a dit que l'incident s'est produit de "l'autre côté", et a envoyé un marin de m'accompagner jusqu'à la porte de sortie. Il a oublié que cela s'est produit sur un bateau brésilien, par conséquent sous juridiction nationale. Mais comme notre démocratie était en panne et que le Pays était encore régi par les militaires et que la Loi de Sécurité Nationale était en vigueur, la mort du couple argentin et la participation de policiers brésiliens dans l'embuscade ont fini dans l'oubli d'archives inaccessibles.

Plus de vingt ans après la disparition d'Agostín Goiburú, la mort des jeunes argentins dans la vedette et la disparition dans la région de Foz do Iguaçu de six brésiliens (Onofre Pinto, Daniel et Joel Carvalho, José Lavechia, de Vitor Ramos et probablement Gilberto Faria Lima) et d'un argentin (Ernesto Ruggia) [6], un rideau de mystère empêche que les détails de la participation brésilienne y compris à d'autres actions de l'Opération Condor soient connus.

Quelques pistes, comme celles évoquées dans ce texte, indiquent que la triple Frontière fut dans l'oeil du cyclone antidémocratique qui a frappé l'Amérique latine durant la décennie 70. Toutefois, des informations plus complètes et détaillées seront connues seulement quand le décret 4.553 sera révoqué et que toutes les archives qui conservent des documents sur l'époque seront ouvertes.

* **Aluizio Palmar** est journaliste, MTb 2512/PR

aluiziopalmar@compubras.com.br

Traduction de l'espagnol : Estelle et Carlos Debiassi

Documents revelam participação d'Itaipu na Operação Condor

Pesquisa realizada no arquivo da Delegacia da Polícia Federal de Foz do Iguaçu comprova que no período da ditadura a Assessoria de Informações e Segurança de Itaipu participou ativamente da rede de

espionagem integrada pelo Brasil, Argentina, Paraguai, Chile e Uruguai

Por Aluizio Palmar

MTb 2512/PR

Na edição do dia 7 de outubro do Observatório da Imprensa, o jornalista Cláudio Julio Tognolli expõe as principais decisões tomadas pelo seminário realizado em Brasília pela Associação Brasileira de Jornalismo Investigativo (Abraji). Nesse evento que reuniu jornalistas e convidados foram debatidas a transparência e a acessibilidade a informações consideradas sigilosas. Tognolli, que é diretor da Abraji, ironicamente escreve em seu artigo que "há uma luz no fim do túnel quando se fala sobre o acesso às informações públicas no Brasil : a luz é justamente o trem vindo no sentido contrário, pronto para atropelar, com rigores de burocracia medieval, todo e qualquer brasileiro que pretenda receber documentos do Estado".

Esse trem em sentido contrário citado pelo presidente da Abraji é o decreto 4.553, sancionado por Fernando Henrique e regulamentado por Lula, que amplia os prazos de sigilo de documentos secretos, confidenciais e reservados e prevê a renovação indefinida para documentos ultra-secretos.

Esse decreto coloca o Brasil em absoluto atraso perante a comunidade internacional, à medida que viola o direito fundamental de acesso à informação. Está lá, escrito no artigo 5º, inciso 33, da Constituição : "Todos têm direito a receber dos órgãos públicos informações de seu interesse particular, ou de interesse coletivo ou geral, que serão prestadas na forma da lei, sob pena de responsabilidade".

Além de atentar contra o direito cidadão garantido pela Carta Magna, o temor em dar transparência aos atos governamentais tem sido um obstáculo no dia-a-dia dos jornalistas e outros profissionais.

Quando se fala então em pesquisar documentos do período ditatorial é um deus-nos-acuda. Com exceção dos arquivos das delegacias de ordem política e social, que foram abertos pelos governos estaduais na década de 90, os demais continuam fechados a sete chaves.

Pastas e mais pastas com informações relevantes estão depositadas nas repartições policiais e militares e em outros lugares incertos e não sabidos. Não é preciso ir longe em busca de exemplo. Aqui mesmo, debaixo de nossos narizes, no arquivo da Delegacia da Polícia Federal de Foz do Iguaçu, milhares de documentos registram informações importantes para quem estiver interessado em pesquisar o período ditatorial. Especificamente sobre Foz do Iguaçu e região Oeste, estão lá no arquivo da PF, depositados no porão, onde antes funcionava a carceragem, documentos sobre a esquerda, movimentos sociais, conflitos de terra, imprensa, índios Avá-Guaranis, igreja e Itaipu.

Quanto à Itaipu, <http://www.itaipu.gov.br>, a sua Assessoria Especial de Segurança e Informações (AESI), durante quinze anos, espionou e emitiu relatórios que eram difundidos sistematicamente aos órgãos de repressão do regime ditatorial. De 1973 a 1988 a agência foi um reduto de militares e policiais torturadores que pertenciam à estrutura repressiva da ditadura. Alguns desses agentes atuaram num aparelho paralelo que era mantido pelo consórcio de construtoras - Unicon. Tanto a estrutura formal (AESI) como a clandestina tinham suas similares no Paraguai, onde funcionava a versão guarani dos "tonton macoute" [7]. Diversas cidades espalhadas pelo Brasil faziam parte do organograma da espionagem e repressão da binacional, com suas principais bases operacionais situadas no Rio de Janeiro, Brasília, Curitiba e Assunção além de Foz e Ciudad del Este (na época Ciudad Puerto Presidente Stroessner).

Participação de Itaipu na "Operação Condor" [8]

A Assessoria Especial de Segurança e Informações não se limitava a espionar os empregados e os candidatos a emprego na empresa binacional. Moradores de Foz do Iguaçu e região eram investigados e os paraguaios, argentinos, uruguaios e chilenos que trabalhavam na obra recebiam uma atenção especial.

A participação de Itaipu na Operação Condor pode ser comprovada em diversos expedientes que se encontram no arquivo da PF de Foz do Iguaçu, como por exemplo o informe 031/76, de 15/12/76, enviado pela AESI brasileira à sua similar paraguaia. Atendendo ao pedido de seus colegas paraguaios, os beaguins do general Costa Cavalcanti puseram os seus agentes no encalço do médico ortopedista e dirigente do Movimento Popular Colorado (Mopoco), Agostín Goiburú Gimenez.

Dois meses após a AESI/Itaipu ter enviado o relatório aos militares paraguaios, Goiburú, que estava asilado na Argentina e costumava vir a Foz do Iguaçu visitar os amigos, desapareceu. Anos mais tarde o professor paraguaio Martins Almada [9] descobriu durante pesquisa no arquivo secreto da polícia de Stroessner que Agostín Goiburú havia sido seqüestrado e levado para o Paraguai, onde foi torturado até a morte no Regimento Escolta Presidencial, em Assunção.

Durante minha pesquisa no arquivo da Polícia Federal, encontrei cópias de alguns documentos que comprovam a participação dos militares que atuavam no Centro de Informações do Exército (Ciex) e na Assessoria Especial de Informações de Itaipu, no seqüestro e morte de Agostín Goiburú. Como meu acesso ao arquivo da PF aconteceu numa condição excepcional, não me foi permitido fazer cópias dos documentos. [10] Durante os três meses em que vasculhei a papelada enchi três cadernos anotando as informações que considerei mais relevantes. A respeito do caso Goiburú encontrei os seguintes registros :

► **Origem : Ciex**

Pedido de Busca 0140/75

"Dr. Goiburú fugiu do território argentino onde estava asilado e se encontra em território brasileiro possivelmente em Foz do Iguaçu".

► **Origem : SNI**

Pedido de Busca 1664 10/11/76

Está prevista a chegada em Foz na primeira quinzena de setembro de Eduardo Sardi, Agostín Goiburú, Silvestre Gomes e do Tenente Caselli.

► **Origem : S2 do 1º Batalhão de Fronteiras 11/2/77** Relação de elementos subversivos paraguaios em Foz do Iguaçu : Agostín Goiburú Gimenez, Tito Martinez, César Cabral, Rodolfo Mongelos Leguizamón, Eduardo Sardi Ostergag, Silvestre Gomes Caselli.

► **5º Região Militar**

Centro de Informações do Exército (Ciex)

Informe 0089/76

Recebemos informações que será realizada reunião em Guaíra com a presença de Aníbal Abatte Soley, Alejandro Stumpfs, Rodolfo Monjelos, Nielse Fernandes, Aluizio Ferreira Palmar, César Cabral, Epifânio, Tito e Xisto Fleitas

► **Itaipu Binacional [11]**

Assessoria Especial de Segurança e Informações

Informe 031/76, de 15/12/76

Subversivos paraguaios em Foz do Iguaçu

a - Coordenação de Segurança informa que subversivos paraguaios planejavam reunião em Guaíra, a qual não

chegou a se concretizar.

Tal fato já confirmado pela Coordenação de Segurança do Paraguai, que enviou na ocasião elementos de busca àquela cidade.

b - Há indícios de que Goiburú e Aníbal Abate Soley sejam a mesma pessoa.

- ▶ 1. Goiburú é visto constantemente em companhia de companheiros de Aníbal.
- ▶ 2. Ambos nunca foram vistos juntos nas reuniões da organização.
- ▶ 3. Goiburú faz viagens para Buenos Aires, Foz do Iguaçu, Cambé e Ponta Porã e viaja em companhia de Tito Mendes. Aníbal tem negócios em Cuiabá.
- ▶ 4. Goiburú viaja com documentação falsa e como disfarce usa peruca. Aníbal é visto constantemente de peruca.

Morte na travessia para Puerto Iguazú

Diversos documentos que se encontram no arquivo da Polícia Federal de Foz do Iguaçu registram a participação de Itaipu na Operação Condor. A AESI mantinha correspondência direta e constante com os órgãos de repressão das ditaduras argentina, paraguaia, uruguaia e chilena. É o caso de diversos pedidos de informações sobre militantes do marxista Exército Revolucionário do Povo (ERP) e do peronista de esquerda Montoneros enviados pelos militares argentinos ao departamento de inteligência de Itaipu.

No arquivo da PF há várias listas com nomes de pessoas que estariam trabalhando na construção da hidrelétrica. Para atender seus colegas argentinos, os militares que dirigiam o serviço secreto de Itaipu elaboraram um plano repressivo que recebeu o nome de Operação Mesopotâmia.

Comandada pessoalmente pelo general Costa Cavalcanti e pelo capitão Roberto Henrique Helbling (ex-chefe da 2ª Seção do então 1º Bfront) e posteriormente pelo coronel Bruno Castro da Graça a operação constou de investigações minuciosas de todos os latino-americanos que trabalhavam na obra. Por conta dessa operação diversos trabalhadores suspeitos de serem "subversivos" foram entregues aos militares argentinos como é o caso de Carlos Roberto Albarracin. Sobre esse e outros casos existem abundantes cópias de documentos emitidos pela AESI/Itaipu no arquivo da Delegacia da Polícia Federal de Foz do Iguaçu.

Outro exemplo do conluio que havia entre as ditaduras do Cone Sul é a morte dos argentinos Lílían Inês Goldemberg e Eduardo Gonzalo Escabosa, ocorrida durante a travessia do casal do Porto Meira, em Foz do Iguaçu, a Puerto Iguazú, na Argentina.

Num sábado, 2 de agosto de 1980, Lílían, de 27 anos, loura e franzina, e seu companheiro Eduardo, de 30 anos, embarcaram na lancha Caju IV, pilotada por Antonio Alves Feitosa, conhecido na região como "Tatu". Antes da atracação no lado argentino, dois policiais brasileiros que estavam a bordo mandaram o piloto parar a lancha e apontaram suas armas para o casal. Cercados, Lílían e Eduardo ainda puderam ver que mais policiais desciam ao atracadouro, vindos da aduana argentina. Assim que perceberam ter caído numa cilada, Lílían e Eduardo se ajoelharam diante de um grupo de religiosos que estava a bordo e gritaram que eram perseguidos políticos e preferiam morrer ali a serem torturados. Em seguida abriram um saco plástico, tiraram uns comprimidos e os engoliram bebendo a água barrenta do Rio Paraná. Morreram em trinta segundos, envenenados por uma dose fortíssima de cianureto.

Os religiosos italianos sumiram. Tatu foi convocado à Capitania dos Portos de Foz do Iguaçu e à Prefeitura Naval de Puerto Iguazú e aconselhado a esquecer a morte dos jovens argentinos ocorrida em sua lancha.

Ao cobrir esse caso na época para o jornal O Globo, eu procurei a Capitania dos Portos para saber que providências as autoridades navais de Foz do Iguaçu iriam tomar ; se seria aberta uma sindicância, como é de praxe nesse tipo

de acontecimento. A resposta que recebi foi curta e grossa. O oficial que me atendeu disse que o incidente ocorrera do "lado de lá", e em seguida mandou um marinheiro me acompanhar até a porta de saída.

Esqueceu-se de que o fato ocorrera também em barco brasileiro, portanto sob jurisdição nacional. Mas como nossa democracia estava engatinhando e o País ainda era governado pelos militares e a Lei de Segurança Nacional estava em pleno vigor, a morte do casal argentino e a participação de policiais brasileiros na emboscada foram parar no esquecimento dos arquivos inacessíveis.

Passados mais de vinte anos do desaparecimento de Agostín Goiburú, da morte dos jovens argentinos na lancha e do desaparecimento na região de Foz do Iguaçu de seis brasileiros (Onofre Pinto, Daniel e Joel de Carvalho, José Lavechia, Vitor Ramos e possivelmente Gilberto Faria Lima) e de um argentino (Ernesto Ruggia) [12], uma cortina de mistério impede que os detalhes da participação brasileira nessas e outras ações da Operação Condor sejam conhecidos.

Algumas pistas, como os casos relatados neste texto, indicam que a Tríplice Fronteira esteve no olho do furacão antidemocrático que fustigou a América Latina na década de 70. Entretanto, informações mais completas e detalhadas somente serão conhecidas quando o decreto 4.553 for revogado e todos os arquivos que guardam documentos sobre a época forem abertos.

* **Aluizio Palmar** é jornalista, MTb 2512/PR

aluiziopalmar@compubras.com.br

Post-scriptum :

Notes français/portugês :

[1] Police politique du dictateur Jean-Claude Duvalier à Haïti, célèbre pour le contrôle qu'elle exerçait sur la population et par les atrocités qu'elle commettait contre ses prisonniers.

[2] L'Opération Condor se basait sur un système centralisé de collecte et d'échange d'informations et comprenait des missions d'exécution, d'enlèvement et d'extradition clandestine de militants de la gauche latino-américaine, qui dans son fuite ou son exil résidaient dans des pays voisins mais aussi hors des limites continentales. Ce réseau opérationnel a disposé de la totale intégration des services d'intelligence du Brésil, Chili, Argentine, Uruguay et du Paraguay.

[3] En décembre 1992, l'ex-prisonnier politique Martin Almada, accompagné par le juge paraguayen José Fernandes, s'est rendu au commissariat de police de Lambaré, faubourg de Asuncion pour chercher son dossier dans les archives. Ils ont fini par trouver des décennies d'histoire sur la répression au Paraguay et d'autres pays.

[4] L'auteur a eu accès aux archives des commissariats de Foz do Iguaçu de la Police Fédérale grâce à l'accréditation qu'il a reçue de la Commission 9.140, des Morts et Disparus Politiques, liée au Ministère de la Justice.

[5] Dans ce rapport l'AESI prend une personne pour une autre. Aníbal Abatte Soley, aussi membre du Mopoco, est un ancien commerçant de Foz do Iguaçu. Alors que Goiburú médecin était résident en Argentine.

[6] Onofre, Daniel, Joel, Lavechia, Vitor, Gilberto et Ruggia faisaient partie du groupe restant de l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire (VPR) qui a disparu au mois de juillet 1974 entre Santo Antonio des suroeste et de Foz do Iguaçu, à la frontière entre le Brésil et l'Argentine.

[7] Polícia política do ditador Jean-Claude Duvalier, do Haiti, famosa pelo controle que exercia sobre a população e pelas atrocidades que cometia contra seus prisioneiros.

[8] A Operação Condor baseava-se em um sistema centralizado de coleta e intercâmbio de informações e compreendia missões de execução, seqüestro e extradição clandestina de militantes da esquerda latino-americana que em sua fuga ou exílio radicavam-se em países vizinhos e inclusive fora dos limites continentais. Essa rede operacional contou com a integração plena dos serviços de inteligência do Brasil, Chile, Argentina, Uruguai e Paraguai.

[9] Em dezembro de 1992 o ex-prisioneiro político Martin Almada, acompanhado pelo juiz paraguaio José Fernandes, entrou na delegacia de polícia de Lambaré, subúrbio de Assunção, para procurar seu dossiê no arquivo policial. Eles acabaram encontrando décadas de história documental sobre a repressão no Paraguai e outros países.

[10] O autor teve acesso ao arquivo da delegacia de Foz do Iguaçu da Polícia Federal graças ao credenciamento que recebeu da Comissão 9.140, dos Mortos e Desaparecidos Políticos, vinculada ao Ministério da Justiça.

[11] Neste informe a AESI toma uma pessoa por outra. Aníbal Abatte Soley, também membro do Mopoco, é um antigo comerciante de Foz do Iguaçu. Enquanto Goiburú era médico radicado na Argentina.

[12] Onofre, Daniel, Joel, Lavechia, Vitor, Gilberto e Ruggia faziam parte do grupo remanescente da Vanguarda Popular Revolucionária (VPR) que desapareceu no mês de julho de 1974 entre Santo Antônio do Sudoeste e Foz do Iguaçu, na fronteira entre Brasil e Argentina.